

## COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE

Convention collective de travail du 13 septembre 2010.

Convention collective de travail relative à l'inscription du point "gaz toxiques" dans le Plan d'Action annuel

### CHAPITRE I – CHAMPS D'APPLICATION

#### Article 1er.

§1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la Commission Paritaire du transport et de la logistique et appartenant aux sous-secteurs du transport de choses par voie terrestre pour compte de tiers et/ou au sous-secteur de la manutention de choses pour compte de tiers ainsi qu'à leurs ouvriers, conformément à l'arrêté royal du 7 mai 2007, modifiant l'arrêté royal du 13 mars 1973 instituant la Commission paritaire du transport et fixant sa dénomination et sa compétence et l'arrêté royal du 6 avril 1995 instituant la Commission paritaire pour les employés du commerce international, du transport et des branches d'activités connexes et fixant sa dénomination et sa compétence (paru au Moniteur belge du 31.05.2007).

§2. Par sous-secteur du transport de choses par voie terrestre pour compte de tiers", on entend les employeurs qui ressortissent à la Commission Paritaire du transport et de la logistique et qui effectuent :

1°. Le transport de choses par route pour compte de tiers au moyen d'un véhicule motorisé ou non pour lequel une autorisation de transport délivrée par l'autorité compétente est exigée;

2°. Le transport de choses par route pour compte de tiers au moyen d'un véhicule motorisé ou non pour lequel une autorisation de transport n'est pas exigée;

3°. La location avec chauffeur de véhicules motorisés ou non destinés au transport de marchandises par voie terrestre, véhicules pour lesquels une autorisation de transport délivrée par l'autorité compétente est exigée ;

4°. La location avec chauffeur de véhicules motorisés ou non destinés au transport de marchandises par voie terrestre, véhicules pour lesquels une autorisation de transport n'est pas exigée;

Pour l'application de cette convention collective de travail, les taxis-camionnettes, à savoir les véhicules dont la charge utile est égale ou inférieure à 500 kilogrammes et équipés d'un taximètre, sont considérés comme des véhicules pour lesquels une autorisation de transport n'est pas exigée.

§3. Par "sous-secteur de la manutention de choses pour compte de tiers", on entend les employeurs qui ressortissent à la Commission Paritaire du transport et de la logistique et qui, en dehors des zones portuaires :

1 ° effectuent toute manutention de choses pour compte de tiers en vue de leur transport et/ou consécutive au transport, peu importe le mode de transport utilisé ;

2° et/ou fournissent les services logistiques en vue du transport de choses pour compte de tiers et/ou faisant suite au transport de choses pour compte de tiers, peu importe le mode de transport utilisé.

Par « activités logistiques », on entend : réception, stockage, pesage, conditionnement, étiquetage, préparation de commandes, gestion des stocks ou expédition de matières premières, biens ou produits aux différents stades de leur cycle économique, sans que ne soient produits de nouvelles matières premières, biens ou produits semi-finis ou finis.

Par "pour le compte de tiers" il faut entendre : la réalisation d'activités logistiques pour le compte d'autres personnes morales ou physiques et à condition que les entreprises qui exercent pour le compte de tiers des activités logistiques ne deviennent à aucun moment propriétaires des matières premières, biens ou produits concernés.

Sont assimilées aux entreprises qui exercent pour le compte de tiers des activités logistiques, les entreprises qui achètent auprès d'entreprises liées du groupe des matières premières, biens ou produits et vendent ces matières premières, biens ou produits aux entreprises liées du groupe et pour autant que ces matières premières, biens ou produits fassent en outre l'objet d'activités logistiques.

Par "groupe d'entreprises liées", on entend les entreprises liées qui répondent, en outre, aux conditions fixées à l'article 11, 1° de la loi du 7 mai 1999 contenant le Code des sociétés.

La Commission paritaire du transport et de la logistique n'est pas compétente pour les entreprises qui exercent pour le compte de tiers exclusivement des activités logistiques et les entreprises assimilées lorsque ces activités logistiques constituent un élément indissociable d'une activité de production ou de commerce pour autant que ces activités logistiques soient reprises dans le champ de compétence d'une commission paritaire spécifique.

§4. Par « ouvriers », on entend: les ouvriers et ouvrières du personnel roulant et non roulant des entreprises susmentionnées.

## **CHAPITRE II – CONSTATATIONS**

### **Article 2**

Les partenaires sociaux des secteurs du transport et de la logistique constatent que les employeurs et les travailleurs du secteur sont confrontés à des conteneurs qui

contiennent des gaz toxiques. Il s'agit d'une part de gaz toxiques qui ont été ajoutés (p.ex. pour lutter contre la vermine, pour conserver des produits, ...) et d'autre part de gaz toxiques qui sont "vaporisés" par les produits-mêmes. Dans certains cas, ces gaz peuvent nuire gravement à la santé.

Il ressort d'études qu'entre 10 et 20 % des conteneurs peuvent être considérés comme des "conteneurs à risque".

Les partenaires sociaux constatent que, souvent, les conteneurs en question ne portent pas de label ou étiquette et/ou que le label ou l'étiquette ne précise pas les dangers éventuels lorsqu'on manipule le conteneur ou la cargaison sans discernement.

Les partenaires sociaux constatent que dans cette problématique les employeurs, comme les travailleurs sont les victimes d'un manque de réglementation européenne et de l'utilisation sans discernement des gaz toxiques par des tiers. Ils se trouvent dans une situation qu'ils ne savent pas contrôler.

### **CHAPITRE III – INFORMATION ET SENSIBILISATION**

#### **Article 3**

Les employeurs et les travailleurs conviennent d'élaborer, au cours du deuxième semestre de 2010, une campagne d'information et de sensibilisation et de la mener au sein du Fonds social du Transport et de la Logistique.

L'objectif de cette campagne est de procurer de l'information objective aux employeurs, travailleurs et conseillers de prévention des Services de Prévention internes et externes intéressés et de les sensibiliser à s'y prendre à la problématique avec précaution et en considération des mesures préventives nécessaires.

### **CHAPITRE IV – PREVENTION**

#### **Article 4**

Les employeurs et les travailleurs conviennent de rendre obligatoire, dans toutes les entreprises concernées du secteur, l'inscription de la problématique des "gaz toxiques en conteneurs" dans le Plan d'Action annuel pour la Protection et la Prévention au Travail, un Plan qui est déterminé annuellement au sein du Comité de Protection et de Prévention au Travail. A cette fin, les Plans de Prévention globaux seront adaptés via la procédure prévue.

Le résultat des pourparlers sera signifié par écrit et accompagné de directives. Les directives concernées sont de nature préventive primaire (avant et pendant l'ouverture des conteneurs) comme de nature préventive secondaire (que faire en cas d'intoxication pendant ou après l'ouverture des conteneurs).

A défaut d'un Comité de Protection et de Prévention au Travail et d'une délégation syndicale l'employeur informera les travailleurs et les Services externes de Prévention et de Protection au Travail des mesures préventives prises.

## **CHAPITRE V – DUREE DE VALIDITE**

### **Article 5**

§ 1. La présente convention collective de travail sort ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2010.

§ 2. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

§ 3. Elle peut être dénoncée par chacune des parties contractantes. Cette dénonciation doit se faire au moins trois mois à l'avance par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire du transport, qui en avisera sans délai les parties intéressées. Le délai de préavis de trois mois prend cours à la date d'envoi de la lettre recommandée précitée.

## PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER EN DE LOGISTIEK

### Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 september 2010

### Collectieve arbeidsovereenkomst tot inschrijving van het punt "toxische gassen" in het jaarlijks actieplan van de ondernemingen.

#### HOOFDSTUK I – Toepassingsgebied

##### Artikel 1

§ 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers ressorterend onder het Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek en behorend tot de subsectoren voor het goederenvervoer ten lande voor rekening van derden en/of tot de subsector voor goederenbehandeling voor rekening van derden alsook op hun arbeiders, conform het Koninklijk Besluit van 7 mei 2007 tot wijziging van het Koninklijk Besluit van 13 maart 1973 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming van de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het vervoer en van het Koninklijk Besluit van 6 april 1995 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de bedienden uit de internationale handel, het vervoer en de aanverwante bedrijfstakken (verschenen in het Belgisch Staatsblad van 31.05.2007).

§ 2. Onder "subsector voor het goederenvervoer ten lande voor rekening van derden", wordt bedoeld de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek en die zich inlaten met :

1°. Het goederenvervoer over de weg voor rekening van derden door middel van een voertuig met of zonder motor voor hetwelk een vervoervergunning vereist is welke door de bevoegde overheid afgeleverd werd.

2°. Het goederenvervoer over de weg voor rekening van derden door middel van een voertuig met of zonder motor voor hetwelk geen vervoervergunning vereist is.

3°. Het verhuren met chauffeur van voertuigen met of zonder motor bestemd voor het goederenvervoer ten lande, voertuigen voor dewelke een vervoervergunning vereist is welke door de bevoegde overheid afgeleverd werd.

4°. Het verhuren met chauffeur van voertuigen met of zonder motor bestemd voor het goederenvervoer ten lande, voertuigen voor dewelke geen vervoervergunning vereist is.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden de taxibestelwagens, met name de voertuigen waarvan het laadvermogen gelijk is aan of kleiner is dan 500 kilogrammen en uitgerust met een taximeter, beschouwd als voertuigen voor dewelke geen vervoervergunning vereist is.

§3. Onder “subsector voor goederenbehandeling voor rekening van derden”, wordt bedoeld de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek en die, buiten de havenzones, zich inlaten met :

1° alle behandeling van goederen voor rekening van derden ter voorbereiding van het vervoer en/of ter afwerking van het vervoer, ongeacht het gebruikt vervoermiddel;

2° en/of alle logistieke diensten ter voorbereiding van het vervoer van goederen voor rekening van derden en/of ter afwerking van dit vervoer, ongeacht het gebruikte vervoermiddel.

Onder “logistieke activiteiten” wordt verstaan : ontvangst, opslag, weging, verpakking, etikettering, voorbereiding van bestellingen, beheer van voorraden of verzending van grondstoffen, goederen of producten in de verschillende stadia van hun economische cyclus, zonder dat er nieuwe halfafgewerkte of afgewerkte producten worden voortgebracht.

Onder “voor rekening van derden “ wordt verstaan : het uitvoeren van logistieke activiteiten voor andere natuurlijke of rechtspersonen en onder voorwaarde dat de ondernemingen die voor rekening van derden logistieke activiteiten uitoefenen op geen enkel ogenblik eigenaar van de betrokken grondstoffen, goederen of producten worden.

Met “ondernemingen die voor rekening van derden logistieke activiteiten uitoefenen” worden gelijkgesteld de ondernemingen die bij verbonden vennootschappen van de groep grondstoffen, goederen of producten aankopen en deze grondstoffen, goederen of producten verkopen aan verbonden vennootschappen van de groep en in zoverre deze grondstoffen, goederen of producten tevens het voorwerp zijn van logistieke activiteiten.

Onder “een groep van verbonden vennootschappen” wordt verstaan de verbonden vennootschappen die tevens voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 11,1° van de wet van 7 mei 1999 betreffende het Wetboek van vennootschappen.

Het Paritair Comité voor het Vervoer en de Logistiek is niet bevoegd voor de ondernemingen die voor rekening van derden uitsluitend logistieke activiteiten uitoefenen en de daarmee gelijkgestelde ondernemingen wanneer deze logistieke activiteiten een onlosmakelijk onderdeel vormen van een productie- of handelsactiviteit waarbij deze logistieke activiteiten opgenomen zijn in de bevoegdheid van een specifiek paritair comité.

§4. Onder “arbeiders” wordt verstaan de arbeiders en arbeidsters van zowel het rijdend als het niet-rijdend personeel van bovengenoemde ondernemingen.

**HOOFDSTUK II – VASTSTELLINGEN**

Artikel 2

De sociale partners uit de transport- en logistieke sector stellen vast dat werkgevers en werknemers uit de sector geconfronteerd worden met de aanwezigheid van toxische gassen in containers. Het gaat enerzijds om toxische gassen die werden toegevoegd (bv. om ongedierte te bestrijden, om producten te conserveren, ...) en anderzijds om toxische gassen die “uitgezweet” worden door de

producten zelf. Deze gassen kunnen in bepaalde gevallen zeer ernstige gezondheidsrisico's stellen voor de werknemers.

Uit studies blijkt dat 10 à 20 % van de containers als "risicocontainers" kunnen bestempeld worden.

De sociale partners stellen vast dat de labeling of etikettering van deze containers vaak volledig ontbreekt en/of niet accuraat de mogelijke gevaren weergeeft bij het onoordeelkundig omgaan met container en lading.

De sociale partners stellen vast dat werkgevers en werknemers in deze problematiek samen slachtoffer zijn van een gebrek aan Europese regelgeving en van het onoordeelkundig gebruik van toxische gassen door derden. Ze ondergaan hierbij een situatie waar ze zelf geen vat op hebben.

### **HOOFDSTUK III – INFORMATIE EN SENSIBILISERING**

#### **Artikel 3**

Werkgevers en werknemers komen overeen om in de tweede jaarhelft van 2010 een informatie- en sensibiliseringscampagne uit te werken en te voeren binnen het Sociaal Fonds voor Transport en Logistiek.

De bedoeling van deze campagne is om objectieve informatie te verschaffen aan betrokken werkgevers, werknemers en preventieadviseurs van Interne en Externe Preventiediensten en hen bewust te maken om voorzichtig en met inachtneming van de nodige preventieve maatregelen met de problematiek om te gaan.

### **HOOFDSTUK IV - PREVENTIE**

#### **Artikel 4**

Werkgevers en werknemers komen overeen dat de problematiek van de "toxische gassen in containers" in de betrokken bedrijven van de sector verplicht deel zal uitmaken van het Jaarlijks ActiePlan voor Bescherming en Preventie op het Werk, een Plan dat jaarlijks binnen het Comité voor Preventie op het Werk wordt vastgelegd. Daartoe zullen de bestaande Globale Preventieplannen gewijzigd worden via de procedure die daartoe is voorzien.

Het resultaat van de besprekingen wordt schriftelijk, gepaard gaande met richtlijnen, kenbaar gemaakt.

De richtlijnen zijn zowel van primair preventieve aard (voor en tijdens het openen van de containers) als van secundair preventieve aard (wat te doen als er intoxicatie is tijdens en na de opening van de containers).

Bij gebreke aan een CPBW en een vakbondsafvaardiging dient de werkgever de werknemers en de Externe Diensten voor Preventie en Bescherming op het Werk te informeren over de genomen preventiemaatregelen.

## **HOOFDSTUK V – GELDIGHEIDSDUUR**

### **Artikel 5**

§ 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 2010.

§2. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd.

§3. Zij kan door elk van de contracterende partijen worden opgezegd. Deze opzegging moet minstens drie maanden op voorhand geschieden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het vervoer en de logistiek, die zonder verwijl de betrokken partijen in kennis zal stellen. De termijn van drie maanden begint te lopen vanaf de datum van verzending van bovengenoemde aangetekende brief.